



Handicap et vie intime : dépasser les tabous

Sujet souvent tabou, la vie intime des personnes en situation de handicap est longtemps restée ignorée. Pourtant, les besoins sont là, encore méconnus et insuffisamment accompagnés par des professionnels et des familles qui se sentent peu outillées ou mal à l'aise avec cette thématique. Heureusement, les lignes commencent à bouger, conduisant différents acteurs à se mobiliser pour apporter des réponses aux personnes concernées.

Un sujet longtemps ignoré

« Pendant longtemps, on n'a pas parlé de sexualité, de parentalité ou de violences. Les personnes avaient des besoins, mais étaient obligées de les taire », rappelle Betty Molin, rejointe par Delphine Charrel et Willy Rougier. « Quand j'étais adolescent, les salariés ne pouvaient pas parler de sexualité. On n'avait aucune connaissance, on était frustrés. La frustration m'a pourri la vie. »

DU NOUVEAU

Grossesse imprévue, violences... « Avant, on n'intervenait que quand il y avait un problème qui mettait les équipes à mal et était considéré comme un état de crise », rappelle Lauriane Rivet. « Ça ne pouvait pas fonctionner », tranche Betty Molin. « Il fallait absolument travailler avec les équipes, les parents. » Une approche plus préventive qui a nécessité du temps pour se mettre en place. Les lignes ont vraiment commencé à bouger avec le Grenelle contre les violences faites aux femmes de 2019. Dans son sillage, le gouvernement a créé 14 centres ressources Intimagir pour promouvoir la vie intime, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap, soutenir la parentalité et lutter contre les violences. Ce dispositif national décliné dans chaque région est un lieu d'accueil, d'écoute, de renseignement, d'orientation, de soutien pédagogique et méthodologique. Lauriane Rivet relève aussi l'impact de la circulaire de 2021 sur le respect de l'intimité, des droits sexuels et reproductifs des personnes accompagnées qui a accéléré l'intérêt des établissements pour la question. « Ils sont venus à nous, car ils n'avaient plus le choix et étaient peu armés pour le faire. » Sans oublier le plan gouvernemental 2026-2027 sur le sujet qui était attendu de pied ferme. Pourquoi a-t-il fallu attendre si longtemps ? Betty Molin souligne l'invisibilisation des personnes concernées, mobilisées dès les années 70. Willy Rougier l'explique aussi par la méconnaissance du sujet par les politiques et les personnes extérieures. « J'ai souvent entendu : "ah bon, vous pouvez avoir une sexualité ? Vous n'êtes pas asexué ?" »

« J'ai été formé parce que je voulais faire avancer le sujet. Pour moi, ce n'est pas difficile d'en parler. Me mettre en avant et expliquer comme aujourd'hui, je ne le fais pas pour moi, mais pour tous les autres qui ne peuvent pas ou n'ont pas envie de parler. »

WILLY ROUGIER

MEMBRE DES AMIS D'INTIMAGIR, REPRÉSENTANT D'APF FRANCE HANDICAP ET PRÉSIDENT DE L'APPAS (ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ACCOMPAGNEMENT SEXUEL)



« Tous nos professionnels sont formés à la vie intime affective et sexuelle ainsi qu'à la parentalité. Accompagner les personnes à domicile, dans leur intimité, c'est déjà compliqué. Parler sexualité l'est encore plus ! Il faut trouver le bon équilibre, respecter, accompagner, mais ne pas décider à la place. »

DELPHINE CHARREL

TRAVAILLEUSE SOCIALE AU PÔLE ADULTE APF FRANCE HANDICAP DE L'AIN



“

LA SEXUALITÉ DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP PEUT SE PASSER DE PLEIN DE MANIÈRES DIFFÉRENTES. ON A CETTE VISION DE PERSONNES N'AYANT PAS DE SEXUALITÉ, CAR ON PROJETTE UNE IMAGE TRÈS PROTOCOLAIRE. JE PENSE QU'IL FAUT OUVRIR LES ESPRITS À UNE SEXUALITÉ PLURIELLE ET FAIRE CE PAS DE CÔTÉ. »

LAURIANE RIVET



« Le fait que les personnes en situation de handicap sont invisibilisées est la raison pour laquelle, jusqu'à présent, on n'abordait pas et on ne leur donnait pas le droit à une vie intime et sexuelle. Aujourd'hui, les choses bougent et j'espère que l'on va pouvoir avancer encore plus vite parce qu'il y a beaucoup d'attentes. »

BETTY MOLIN

COORDINATRICE DU CENTRE DE RESSOURCES INTIMAGIR AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

« Les établissements viennent de plus en plus à nous pour proposer des ateliers, des espaces d'échanges auprès de leur public. Nous avons conçu un module de sensibilisation des professionnels qui étaient démunis. Nous construisons vraiment des projets sur mesure pour accompagner au mieux les professionnels et le public. »

LAURIANE RIVET

CONSEILLÈRE CONJUGALE ET FAMILIALE, ASSOCIATION COUPLES ET FAMILLES DE L'AIN



L'enjeu des violences

Intimagir a fait de la lutte contre les violences un de ses trois principaux objectifs. Mais le chemin reste long, les associations accompagnant les victimes n'étant pas ou peu formées à l'accueil des personnes en situation de handicap. Lauriane Rivet confirme ce constat à partir de son expérience dans plusieurs réseaux liés aux violences intrafamiliales. « L'axe handicap, je ne l'ai pas entendu souvent. C'est un angle mort. » Une réalité qui fait écho au vécu de Willy Rougier, victime de violences pendant son enfance. « Le directeur du centre m'avait dit que ça ne se passerait jamais chez lui, que c'était un phantasme. Je n'en ai plus parlé jusqu'à mes 20 ans. Comme je n'en ai pas parlé, on n'a pas pu m'examiner. »

ACCOMPAGNER LES ACTEURS

Face à cette situation, un soutien et des formations s'imposaient. Intimagir a déjà accompagné les professionnels de plusieurs Maisons des femmes ainsi que les unités d'accueil pédiatrique enfant en danger et de la Maison de protection des familles du Rhône. Avec les personnes concernées, Lauriane Rivet a constaté que certains ateliers consacrés au consentement, sujet essentiel et complexe, sont l'occasion de libérer la parole. « Des personnes m'ont dit qu'elles avaient été perturbées par ces ateliers qui avaient fait remonter des vécus mis de côté, où on ne les avait pas entendus. » Delphine Charrel insiste sur la grande vigilance portée aux situations de violence, d'emprise et de vulnérabilité. « Et on parle de consentement, on accompagne la personne pour rappeler qu'elle a le droit de dire non. » ■





« Ça bouge dans les structures »

Si les professionnels sont peu armés, c'est que le sujet n'est pas systématiquement abordé en formation initiale comme l'a montré un audit des écoles du travail social de la région mené par Intimagir. Betty Molin note également des écarts entre la région lyonnaise et l'Ain où les structures ont davantage formé leurs équipes et des départements plus éloignés. Toutefois, Willy Rougier constate des améliorations, intervenant désormais lui-même dans une école.

LES ÉTABLISSEMENTS SE TRANSFORMENT-ILS SUFFISAMMENT ?

« Pour moi, c'est à la marge », regrette Betty Molin. « Certains vont réfléchir à mettre en place des chambres avec des lits doubles, mais ce n'est pas le cas dans la plupart des établissements. » Il y a quelques années, Willy Rougier a demandé un lit deux places. « Ça a été refusé parce que j'étais divorcé. Je leur ai dit que j'en voulais un pour être plus à l'aise et parce que je pouvais rencontrer quelqu'un. » Delphine Charrel confirme que ces demandes sont rarement acceptées. « Un lit médicalisé deux places

n'est pas pris en charge par la sécurité sociale. Il n'y a aucune aide et, la plupart du temps, ces coûts sont impossibles à assumer par les personnes. » La question s'étend à d'autres types de matériel pouvant améliorer la vie intime des personnes concernées.

Outre l'aspect matériel, le sujet de la vie intime impacte aussi le fonctionnement des structures qui doivent être à l'écoute des besoins. Lauriane Rivet l'a constaté lors d'interventions en ESAT* : « Ça demande un effort pour les professionnels de s'ouvrir à ça et de gérer la rencontre. Comment donner des temps pour se retrouver tout en gardant un cadre de travail propice aux missions premières de l'établissement ? » Du côté d'APF France Handicap, plusieurs actions de sensibilisation sont en place, notamment autour de la représentation corporelle dont le groupe « Réveille ton corps » animé avec une psychomotricienne et l'infirmière coordinatrice. « Les projets personnalisés ont aussi été retravaillés et comprennent cet item qui, avant, n'était pas forcément abordé quand les référents de parcours allaient chez les personnes. » ■

* Établissement et service d'accompagnement par le travail

ANIMATION	XAVIER JACQUET, CHRISTOPHE MILAZZO
SYNTHÈSE	CHRISTOPHE MILAZZO
RÉALISATION RCF	MAUREEN MATRINGHEN
PHOTOS	GUILLAUME CATHALA

Entendre tous les besoins

Sur ce sujet, être à l'écoute des personnes concernées est non négociable ! Lauriane Rivet rappelle que malgré sa formation, l'apprentissage est permanent. « C'est un échange. Il faut garder cette posture humble d'entendre ce qu'elles vivent dans leur corps, leur intimité. » Betty Molin la rejoint, évoquant la place des personnes en situation de handicap dans la gouvernance et les actions d'Intimagir. « On vient étayer leur propos, proposer des solutions d'accompagnement. Mais ce qui touche, c'est leur témoignage », résume Lauriane Rivet. « On n'a pas de solution à toutes les problématiques, craintes ou besoins. On va se confronter à la frustration, la difficulté. Mais l'important est de ne pas avoir peur d'y aller. » L'enjeu de la solitude et de l'isolement revient souvent comme le confirment Betty Molin, Willy Rougier et Delphine Charrel. Pour y remédier, le pôle adulte d'APF France Handicap propose des rencontres autour d'un café. « Pour l'instant, la vie intime n'est pas mise en avant. C'est difficile, car les personnes ont besoin d'en parler chez elles, dans leur intimité. » L'association réfléchit à l'organisation d'un ciné-débat mobile qui pourrait inclure des conférences et des temps d'échanges thématiques avec des professionnels. De son côté, Intimagir a aussi commencé à organiser des cafés-rencontres, appelés à se développer dans tous les départements.

Quelle place pour les familles ?

Comme les professionnels, elles se sentent parfois démunies pour accompagner leurs enfants. « On ne parlait pas de sexualité », témoigne Willy Rougier. « Il y a un travail avec les familles, car quand on est parent d'une personne polyhandicapée, on ne peut pas se représenter une sexualité pour elle », complète Delphine Charrel. « Il faut être à l'écoute des familles, de leurs craintes, leur apporter des informations. On les inclut au maximum », relève Lauriane Rivet.

Cette table ronde sera disponible en podcast le 25/09/2026 sur www.interaction01.info